



Lettre n° 192 du 23 mai 2021

Au sommaire :

- **Appel des militaires, manif des flics, union nationale de la réaction, la décomposition sociale et politique en cours** - *Yvan Lemaitre*
- **Le terrorisme de l'État et de l'extrême droite d'Israël ne pourra venir à bout du soulèvement de la jeunesse et de la population palestiniennes** - *Galia Trépère*
- **Dix ans après le début du Mouvement des indignés, « déroute de la gauche » à Madrid et... de la politique des « partis larges »** - *Daniel Minvielle*

## **Appel des militaires, manif des flics, union nationale de la réaction, la décomposition sociale et politique en cours**

« *L'armée peut-elle sauver la France ?* », telle était la une du torchon d'extrême-droite *Valeurs actuelles* publiant la deuxième tribune de militaires, cette fois d'active, dans la foulée de l'appel des généraux en retraite du 21 avril 2021, date qui faisait référence au 21 avril 1961, lorsqu'un « *quarteron de généraux* » perpétrait un putsch militaire à Alger contre De Gaulle pour défendre l'Algérie française. Tout un programme que reprend à son compte la deuxième tribune adressée « *aux ministres, parlementaires, officiers généraux* » accusés de « *lâcheté, fourberie, perversion* ». Il y est écrit : « *La guerre civile couve en France. Si elle éclate, l'armée maintiendra l'ordre, parce qu'on le lui demandera* ». Ces officiers se déclarent disponibles pour la répression contre les classes populaires clairement désignées : « *Nous avons connu l'opération Sentinelle. Nous y avons vu de nos yeux les banlieues abandonnées, les accommodements avec la délinquance.* »

Dans ce contexte, le « *rassemblement citoyen en soutien aux forces de l'ordre* » devant l'Assemblée nationale, le 19 mai, à l'appel de quatorze organisations syndicales de policiers, en réaction au meurtre du brigadier Éric Masson à Avignon, prend une signification politique inquiétante. L'initiative en revient au syndicat de policiers Alliance, noyauté par le RN, instrumentalisant la colère et le désarroi des policiers. Elle prend le sens d'une offensive politique qui associe la défense des intérêts corporatistes des forces de répression à une offensive sécuritaire et anti-institutionnelle, un coup de force.

« *Le problème de la police, c'est la justice* », a asséné à la tribune Fabien Vanhemelryck, secrétaire national du

syndicat Alliance, après avoir fait huer la justice, trop laxiste, les différents intervenants reprenant les thèmes de l'extrême-droite, dénonçant la prétendue « *impunité des délinquants et voyous* », les « *quartiers où règnent l'apartheid religieux* » pour défendre la nécessité de « *rétablir l'autorité* » dans une « *France gangrenée par l'insécurité* »...

### **Union nationale fort peu démocratique**

Tout le monde politique parlementaire, de Bardella à Roussel sans oublier Jadot, a tenu à s'afficher aux côtés des flics ! Tous à l'exception de LFI, ce qui lui vaut d'être la cible de la haine des défenseurs de l'ordre établi. Le tout avec la bénédiction du ministre de l'intérieur soucieux de déclarer son amour aux forces de l'ordre qui huaient le ministre de la justice accusé d'être le ministre des prisonniers ! Une farce sinistre que cette union nationale en soutien à la police illustration de la veulerie de ce monde politique prêt à toutes les surenchères pour flatter les peurs et les inquiétudes que suscite leur politique servile à l'égard des classes dominantes.

Le comble est cette gauche de gouvernement, le PCF et le PS qui s'alignent sur l'extrême-droite sous couvert de ne pas lui laisser le terrain ! « *Il y a une vraie volonté, chez les responsables politiques mais aussi au sein des syndicats de police progressistes, de ne pas laisser ce sujet de la sécurité à la droite et à l'extrême droite* », assume le PC. « *Ma gauche ne sera pas laxiste. La sécurité est une question populaire* », proclame Fabien Roussel ajoutant que l'auteur de l'assassinat de « *tout détenteur d'une*

*autorité* » devrait être puni d'une peine de « *trente ans de prison* ». Ce que le gouvernement vient de reprendre à son compte dans le même temps qu'il faisait voter la suppression du code de procédure pénale du rappel à la loi.

Quant à Olivier Faure, il est allé jusqu'à dire que « *La police doit avoir un droit de regard sur la justice* », plus à droite que la droite ! Il s'est certes rétracté, obligé, mais ces propos sont significatifs non seulement de son état d'esprit mais des pressions exercées par la police. Elle veut faire sa loi avant de faire la loi.

Marine Le Pen n'avait pas besoin d'être là. En campagne à Bordeaux, depuis un commissariat, elle s'est contentée d'exprimer son « *soutien total et entier [...] à titre personnel mais aussi de mon mouvement, de mes élus, au nom de millions d'électeurs qui votent pour moi* ».

## **Les factieux ou la colonisation de l'appareil d'État par l'extrême droite ?**

« *Nous ne cotiserons pas à l'ambiance générale de surenchère sécuritaire* » a déclaré Mélenchon tout en affirmant son attachement à la police républicaine pour dénoncer un rassemblement de « *factieux* ». Il y a effectivement un avertissement qu'il faut prendre au sérieux dans cette conjonction des appels de militaires et de cette démonstration politique de la police, dans ces actions extraparlimentaires des deux piliers de l'appareil d'État de la bourgeoisie. Les militaires se déclarent disponibles pour réprimer les classes populaires alors que la police veut imposer sa volonté à la justice voire se faire justice elle-même.

Certes, aujourd'hui, les militaires pas plus que les policiers ne préparent un coup d'État. Parmi eux, les activistes d'extrême droite se contentent de préparer l'arrivée aux affaires de Marine Le Pen. Ils y préparent l'opinion, veulent la plier à l'autorité et à la discipline de la réaction. Ils y préparent aussi l'ensemble de l'appareil d'État dit républicain pour beaucoup hostile à Le Pen bien que, pour une large part, gangrené par les mêmes préjugés. Cette offensive de l'extrême droite au sein de l'appareil d'État s'inscrit dans les évolutions à droite toute des serviteurs des classes dirigeantes dont ceux qui se rallient à Le Pen sont de plus en plus nombreux. Darmanin laissant huer son ministre de la justice en fait partie. Même s'il croit agir en tant que rival, il lui prépare, lui aussi, le terrain.

## **Macron, Darmanin, Le Pen, droite extrême et extrême droite, les politiciens du capital**

Marine Le Pen, pas plus que les militaires qui s'expriment ne veulent renverser les institutions de la V<sup>ème</sup> République. Ils veulent au contraire utiliser et renforcer les prérogatives du pouvoir présidentiel instauré par De Gaulle contre ceux qu'ils désignent, de façon insultante, comme les « *hordes de banlieue* », un mythe comme l'islamo-gauchisme, plus généralement pour mater la révolte des classes populaires, celles et ceux qui luttent contre la politique du pouvoir soumise aux intérêts d'une minorité qui tient les rênes de l'économie tout en flattant le racisme et

la xénophobie pour dresser les victimes de leur politique les unes contre les autres.

Ils ont l'art de la démagogie qui consiste à prendre au piège les victimes de leur propre politique pour les enfermer dans une impasse, le piège du racisme, du sécuritaire, du nationalisme pour récupérer les suffrages de la peur, sauver le pays du chaos. Pour ce faire il faut désigner un ennemi bouc émissaire, immigré, délinquant voire terroriste... Une fois le mythe construit par la machine médiatique et le pouvoir conquis, une terrible logique répressive se met en route.

Cette politique de la police et du sécuritaire répond aux intérêts des classes dominantes qui ont besoin pour faire marcher la machine à profit et à dividende de maintenir l'ordre social au sein d'une société où le chômage, la précarité, la misère, l'effondrement des services publics nourrissent les tensions, le désespoir, l'inquiétude, la violence. Maintenir l'ordre, c'est retourner la violence économique et sociale contre celles et ceux qui en sont les victimes par la violence d'État.

## **« Droit de regard »... sur la police et les commissariats**

La machine qui se met en route trouve son énergie dans la décomposition sociale et politique engendrée par la déroute du capitalisme. Les arguments de celles et ceux qui expliquent, ce qui est vrai, que l'aggravation continue des peines encourues n'a aucun effet dissuasif sont impuissants. Les accusations de laxisme de la justice brandies par les syndicats policiers se moquent éperdument du fait que la population carcérale a crû de 60 % dans les 20 dernières années tandis que la durée moyenne des peines n'a cessé de s'élever. Tout comme ils se moquent de Dupond-Moretti se félicitant, lors de l'examen de son projet de loi pour « *la confiance dans l'institution judiciaire* », que « *113 000 années d'emprisonnement [prononcées en moyenne par an] entre 2016 et 2019 contre 89 000 entre 2001 et 2005, est-ce cela le laxisme ?* ». Ils n'y trouvent qu'argument pour demander plus, puisque leur cerveau ne peut imaginer d'autre réponse que répressive et carcérale, sécuritaire, incapables de comprendre que c'est la violence de leur système, la violence de l'exploitation qui génère les tensions et la délinquance.

Ils ne comprennent que la force, la haine et le mépris.

Une seule chose peut enrayer la folle logique répressive qui se met en route, la mobilisation du monde du travail pour ses droits sociaux et démocratiques, les deux sont indissociables. Cela passe par s'organiser, se mobiliser sur les lieux de travail, dans les quartiers, les lieux d'habitation, d'étude pour exercer son contrôle, y compris dans les commissariats, exiger des comptes. Face aux exactions, aux agressions et provocations permanentes de la police qui se croit en territoire conquis, arrogante et méprisante, il n'y a d'autre réponse que l'organisation démocratique de la population et des travailleurs, comme lorsqu'il faut veiller sur un quartier, protéger ses cortèges en manif ou contre des nervis durant une grève. Pour assurer la sécu-

rité quotidienne et dans les luttes, les travailleurs devront instaurer leurs propres milices pour se défendre, en créant un rapport de force qui dissuade les corps de répression, vise à les désarmer, les désorganiser.

C'est par son organisation que la population laborieuse pourra faire respecter la justice et la paix dans les quar-

tiers, construire et faire respecter un nouvel ordre social fondé sur la dignité, le bien-être et la liberté, un ordre qui abolira la police.

*Yvan Lemaitre*

---

## **Le terrorisme de l'État et de l'extrême droite d'Israël ne pourra venir à bout du soulèvement de la jeunesse et de la population palestiniennes**

La révolte de la jeunesse et de la population palestiniennes, partie d'un quartier de Jérusalem-est, s'est étendue en une quinzaine de jours à tous les secteurs de la population palestinienne malgré la violence de la répression, le morcellement de son territoire et la diversité de ses statuts qui lui a été imposée par plus de 70 ans de colonisation. Des millions de manifestants à travers le monde ont crié leur solidarité avec les Palestiniens et dénoncé les bombardements meurtriers de l'armée israélienne sur Gaza. Vendredi, après 12 jours de ce déluge de bombes qui a fait plus de 230 morts et près de 2000 blessés dans la population gazaouïe, Israël a dû concéder un cessez-le-feu.

### **Un soulèvement général contre l'oppression coloniale sioniste**

L'État israélien se croyait tout permis, fort qu'il est du soutien indéfectible des dirigeants des grandes puissances occidentales et des accords signés récemment, sous la houlette de Trump, avec des puissances régionales arabes soucieuses de s'intégrer dans le nouvel ordre mondial capitaliste.

Pour garder le pouvoir au milieu d'une crise politique qui a vu se succéder 4 élections législatives en deux ans, empêtré par ailleurs dans les conséquences de son inculpation dans des affaires de corruption, Nétanyahu n'a cessé de donner des gages aux groupes les plus virulents de l'extrême droite sioniste. L'expulsion programmée par les tribunaux israéliens de 4 familles palestiniennes de Sheikh Jarrah, installées dans ce quartier depuis 1956, fait partie de l'offensive du gouvernement et de ces courants ultra-réactionnaires pour vider Jérusalem-est de ses habitants palestiniens et faire de Jérusalem la capitale d'Israël comme leur allié Trump l'avait de fait acté en y faisant déplacer en 2018 l'ambassade américaine située auparavant à Tel-Aviv.

La police et l'armée israéliennes, placées en état d'alerte à Jérusalem, en Cisjordanie mais aussi dans les villes israéliennes dans lesquelles résident des Palestiniens, sont intervenues brutalement à Sheikh Jarrah, aux côtés des colons juifs, contre les familles et leurs soutiens mais aussi sur l'esplanade des mosquées qu'elles ont occupée, empêchant des Palestiniens venus en bus d'accéder à la vieille ville de Jérusalem et allant jusqu'à lancer des grenades de

désencerclement et de gaz lacrymogènes à l'intérieur de la mosquée Al-Aqsa le 10 mai, lors de la nuit la plus sacrée de l'islam. Des centaines de manifestants ont été blessés à Jérusalem. Les voyous d'extrême droite qui mènent des pogroms contre les Palestiniens aux cris de « Mort aux Arabes », dans plusieurs villes d'Israël en particulier Lod, ont été assurés de l'impunité par Nétanyahu et son ministre de l'intérieur Benny Gantz. Mais ils se sont heurtés à la résistance de Palestiniens, des jeunes en particulier. A Gaza, les manifestations de solidarité ont été immédiates. Le 18 mai, une grève générale de protestation contre la répression et les bombardements sur Gaza a été suivie par les Palestiniens dans l'ensemble du pays.

C'est toute la population palestinienne, malgré le morcellement de son territoire par l'État israélien, qui s'est soulevée, exprimant la conscience qu'il ne pourra y avoir de fin aux persécutions et aux humiliations qu'elle subit depuis 73 ans sans son intervention propre et sa révolte.

Les dirigeants de la bourgeoisie israélienne n'ont jamais cessé, en effet, de réduire son territoire, ses droits et ses ressources. La bande de Gaza a été transformée en camp de relégation, la population qui s'y entasse littéralement tellement elle est dense, subit quotidiennement les conséquences du blocus mis en place il y a quinze ans, le manque de nourriture, d'eau, d'électricité, de médicaments et déjà à 4 reprises dans les 20 dernières années des bombardements israéliens meurtriers comme ceux de ces derniers jours. L'autre territoire palestinien, la Cisjordanie, n'est plus qu'une série d'enclaves encerclées par des murs et des colonies israéliennes. Jérusalem-est est elle aussi peu à peu grignotée par les implantations de colons. Enfin les « Arabes d'Israël », des Palestiniens en réalité, sont des citoyens d'Israël mais de seconde zone.

### **Le prétexte hypocrite du Hamas**

Les dirigeants des grandes puissances, Biden, Merkel, Macron justifient leur soutien inconditionnel à l'État israélien en mettant en avant un « droit de se défendre » face au Hamas qui a tiré des roquettes à partir de Gaza sur les villes israéliennes et pas seulement les plus proches. Au mieux ils renvoient dos à dos l'État d'Israël et le Hamas comme si on pouvait tirer un trait d'égalité entre les deux alors que cela fait des décennies que l'État sioniste nie les droits du peuple palestinien, et son existence même. Les médias qui diffusent continuellement leur propagande se

sont empressés de réduire les événements à un conflit militaire entre l'État Israélien et le Hamas quand il s'agit d'une révolte populaire de l'ensemble de la population palestinienne contre l'oppression coloniale qu'elle subit, pour ses droits nationaux, démocratiques.

Le Hamas, à l'origine succursale en Palestine des Frères Musulmans, est une organisation islamiste qui se réclame d'une idéologie religieuse et réactionnaire sur laquelle il prétend modeler la vie sociale. Non seulement l'État israélien lui-même mais ses alliés occidentaux se sont servis de lui dans le passé contre les organisations nationalistes progressistes. Mais le Hamas a conquis ensuite son influence dans la population palestinienne en menant des actions militaires contre Israël et en apparaissant plus radical que l'OLP et le Fatah, engagés dans des concessions à l'égard des autorités israéliennes sans aucun bénéfice pour les Palestiniens et du fait aussi de la corruption de leurs fonctionnaires depuis leur institutionnalisation à la tête des territoires palestiniens. Depuis 2006, il est devenu majoritaire aux élections dans la bande de Gaza qu'il dirige tandis que le Fatah dirige la Cisjordanie.

Alors que la révolte populaire avait démarré sans lui, le Hamas a repris la main en initiant la riposte à Israël par des tirs de roquettes. En l'absence de toute autre perspective, il incarne aux yeux d'une partie des Palestiniens une résistance nationale à l'État d'Israël malgré son idéologie réactionnaire et son hostilité aux idées démocratiques et d'émancipation sociale.

## **Les droits nationaux et démocratiques du peuple palestinien passent par la solidarité internationaliste entre les travailleurs et les peuples**

Ainsi, pour Israël et les grandes puissances, la lutte contre le Hamas n'est-elle qu'un prétexte, comme l'est à une échelle plus large la lutte contre le terrorisme, pour justifier leurs guerres contre les peuples, pour soutenir l'État israélien, son armée, sa police, quelles que soient les exactions dont ses dirigeants sont responsables. En fait, l'État israélien participe au maintien de l'ordre social des multinationales, avec, entre autres, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Qatar, contre les menaces de l'embrasement révolutionnaire de la région dont les révoltes récentes au Yémen, en Irak, au Liban, en Iran sont le signe avant-coureur. A son arrivée au pouvoir, Biden n'a pas remis en question les choix politiques de Trump et actuellement se

négoce entre Israël et les USA un énorme marché d'armements.

La solidarité qui se manifeste à travers le monde à l'égard des Palestiniens n'est pas seulement l'expression de la révolte contre l'injustice et la violence inhumaines qu'ils subissent, elle est aussi la conscience des enjeux internationaux de leur combat contre l'oppression qui s'exerce contre les travailleurs et les peuples.

Le soulèvement des Palestiniens s'affirme comme le refus du colonialisme israélien et plus globalement le refus de l'oppression. Il s'inscrit dans le mouvement général des peuples contre cette société faillie qui n'a à offrir que misère, exploitation, répression, guerres. Voilà pourquoi des millions de manifestants, à travers le monde entier, ont affirmé leur solidarité et leur soutien aux Palestiniens en butte à la répression israélienne. Les droits nationaux et démocratiques des Palestiniens, le droit de retrouver un territoire digne de ce nom et un État passent par cette solidarité internationaliste des travailleurs et des peuples.

Pour justifier leur interdiction de la manifestation de Paris samedi 15 mai, Darmanin et le préfet de police Lallement ont osé employer cet argument ignominieux qu'elle était antisémite. A New York, même des Juifs orthodoxes ont participé à la manifestation. C'est la politique de l'État sioniste, son racisme institutionnalisé, qui fait d'Israël une prison y compris pour la population israélienne. La crise politique actuelle en Israël est l'expression de la crise de la société israélienne, de l'impossibilité pour un État sioniste, théocratique, de se maintenir de façon démocratique alors qu'il repose sur la mise en tutelle de toute la population palestinienne. Elle profite à l'extrême droite parce qu'il n'existe aucune force politique de gauche qui n'ait pas été absorbée par les institutions sionistes et l'ordre international, capitaliste, qu'elles servent.

La solution démocratique et progressiste à cette crise sanglante passe par le renversement de l'État sioniste et son remplacement par un État laïc et démocratique dans le cadre d'une fédération d'États socialistes du Moyen-Orient. Cela sera l'œuvre des masses populaires dans leur combat contre l'oppression coloniale et l'exploitation capitaliste. L'œuvre des générations nouvelles affranchies aussi bien des illusions réformistes que nationalistes, des faux espoirs placés dans les États arabes, des mythes théocratiques, juif, musulman, et autre christianisme.

*Galia Trépère*

---

## **Dix ans après le début du Mouvement des indignés, « déroute de la gauche » à Madrid et... de la politique des « partis larges »**

Il y a dix ans, le 15 mai 2011, commençait en Espagne le *Mouvement du 15M*. A l'appel sur les réseaux sociaux de quelques jeunes qui s'étaient rassemblés sur la place de la Puerta del Sol à Madrid, un vaste mouvement de contes-

tation commençait autour du mot d'ordre « *Democracia real ya* » (une vraie démocratie maintenant). Des centaines de milliers d'« indignés » occupaient les places dans une centaine de villes, en réponse aux conséquences so-

ciales de la crise de 2007-2008 et à la politique d'austérité du gouvernement PSOE de Zapatero. Ce mouvement enthousiasmant, où tout le monde débattait, cherchait à tâtons les chemins pour « *faire de la politique autrement* », contestait le pouvoir des banques et des multinationales, s'inscrivait dans le prolongement des Printemps arabes, tandis que des mouvements identiques se développaient dans d'autres pays, comme en Grèce, mais aussi aux USA, avec Occupy Wall Street.

L'ambiance était bien différente à Madrid pour ce 10<sup>ème</sup> anniversaire. Quelques jours avant s'étaient tenues les élections anticipées à l'Assemblée de la Communauté autonome de Madrid, suite à la décision de la présidente en place, Diaz Ayuso, membre de la droite extrême du Parti Populaire, de la dissoudre pour tenter de renforcer sa position. Mission accomplie. Le nombre d'élus du PP est passé de 30 à 65, presque la majorité absolue (69), avec la certitude d'avoir l'appui du parti d'extrême droite Vox dont le nombre d'élus est passé de 12 à 13. Le parti de centre droit Ciudadanos s'est totalement effondré, perdant ses 26 élus. A gauche, le PSOE, qui avait 37 élus, n'en a plus que 26. Il est devancé en nombre de voix par Más Madrid, un parti issu d'une scission de Podemos, qui passe de 22 à 26 élus. Quant à Unidas Podemos, il passe de 7 à 10. Le bilan est sans appel et d'autant plus indiscutable que la participation a atteint un record, 76,25 %, 12 % de plus qu'au scrutin précédent.

L'annonce de ces résultats dans la presse, « *Victoire de la droite dure, déroute de la gauche* », s'accompagnait d'une autre : « *Pablo Iglesias annonce son retrait de la politique après la déroute de la gauche à Madrid* ». Le dirigeant de Podemos, le parti né du mouvement des indignés, avait quitté, le 15 mars, son poste de 1<sup>er</sup> vice-président du gouvernement Sánchez pour s'investir dans la campagne électorale madrilène, afin, disait-il, de faire barrage à la montée de la droite annoncée par les sondages. Ni ses talents d'orateur ni son remake du « No Pasaran » n'ayant suffi à arrêter le processus, il annonçait sa démission dès les résultats connus, déclarant : « *Quand on cesse d'être utile, il faut savoir se retirer* »...

Ce que Pablo Iglesias, tout à ses illusions sur lui-même, semble ramener à un échec personnel est en réalité l'échec de Podemos. L'échec, après celui du Bloco de Esquerda au Portugal et de Syriza en Grèce, d'un parti se réclamant d'un « *nouveau réformisme* », d'un « *populisme de gauche* » prétendument capable d'offrir, sur le terrain institutionnel, une alternative politique « de gauche » au social-libéralisme, de répondre aux aspirations des indignés de 2011.

Ces échecs sont aussi ceux de la théorie des « partis larges » défendue par la direction de la IV<sup>ème</sup> internationale. C'est en son nom qu'une majorité de militants d'Izquierda Anticapitalista, membre de la IV, loin de chercher à s'appuyer sur la formidable mobilisation des indignés pour jeter les bases d'un véritable parti des travailleurs faisait le choix de contribuer « loyalement » à la création de Podemos dans laquelle elle se dissolvait sous le nom d'Anti-

capitalistas. Après les « expériences » portugaise et grecque, celle de Podemos est une nouvelle démonstration de l'impasse et du gâchis que constitue cette politique, une leçon que malheureusement ses partisans refusent de tirer.

## La logique politique du « cycle Podemos »

En janvier 2014, un groupe d'intellectuels, parmi lesquels Pablo Iglesias et Miguel Urbán, militant d'Izquierda Anticapitalista, publièrent un manifeste intitulé « *Mover ficha : convertir la indignación en cambio político* » (Faire bouger les choses : convertir l'indignation en changement politique), texte fondateur de Podemos.

Miguel Urbán explique dans un article écrit avec Brais Fernández fin 2020 (« *Quelques leçons de l'expérience Podemos* ») [1], comment la majorité d'Izquierda Capitalista concevaient alors les choses : « *Podemos a été fondé sur la base d'un accord « par en haut » entre Pablo Iglesias et ce qui était à ce moment-là Izquierda Anticapitalista (aujourd'hui Anticapitalistas)* » ... « *L'idée de la nécessité d'une autre gauche était donc présente. Et l'expérience du Bloco de Esquerda (Bloc de gauche) portugais servait d'exemple ; une organisation plurielle, avec une forte présence publique, un discours radical et une pratique structurée autour d'un parti militant. Dans le même sens, l'émergence électorale de Syriza semblait un autre processus en profonde correspondance avec l'hypothèse fondatrice de Podemos.* ». « *Sans horizon politique, les luttes s'épuisaient. Podemos a été capable de donner un nouvel horizon à ce processus de fond – gagner les élections et ouvrir un processus constituant...* »

Conçu dans cette perspective électorale, Podemos entamait sa trajectoire par une série de succès. Aux élections européennes de 2014 d'abord, où il arrivait en quatrième position au niveau national. Le succès se confirmait en 2015. Seul ou en « convergence » avec d'autres organisations, Podemos emportait plusieurs mairies de grandes villes, Barcelone, Madrid, Valence, Saragosse, Cadix... Il obtenait de nombreux élus aux élections régionales et, en décembre 2015, il arrivait en 3<sup>ème</sup> position derrière le PSOE aux élections législatives nationales. Podemos présentait alors sa stratégie comme celle d'une « *machine de guerre électorale* » dont la dynamique allait conduire à la victoire électorale contre le PP et le PSOE et en finir avec la Constitution de 1978 héritée du franquisme. Mais, sans attendre, Iglesias tentait déjà de négocier quelques postes au gouvernement en échange de son soutien à l'investiture d'un président de gouvernement PSOE... Suite au refus de ce dernier, aucune majorité ne s'étant dégagée aux Cortes, de nouvelles élections avaient lieu en juin 2016. Podemos s'alliait alors à Izquierda Unida, une petite organisation issue pour partie de l'ancien PCE pour constituer Unidos-Podemos (UP) avec pour objectif de battre le PSOE et de lui imposer ainsi l'accord. Mais le coup échouait et Rajoy, le chef du Parti Populaire, devenait président du gouvernement. [2]

La « machine de guerre électorale » commençait à montrer ses limites et tandis que les rangs militants s'éclaircissaient, les tensions internes grandissaient au sein du noyau dirigeant. En mars 2017, au deuxième congrès de Podemos [3], où Iglesias était conforté dans sa place de secrétaire général tout puissant, une scission se produisait.

Aux élections législatives d'avril 2019, UP perdait 17 sièges de députés et 15 de sénateurs. De nouveau, aucune majorité ne se dégageait aux Cortes pour investir le gouvernement, et un nouveau scrutin avait lieu en novembre. UP y perdait 7 députés de plus... Il lui en restait cependant assez pour permettre à Sánchez d'obtenir la majorité nécessaire à son investiture avec, en plus d'UP, l'appui de quelques groupes régionaux comme l'ERC catalane. Un « *pacte de gouvernement progressiste* » était passé en janvier 2020 [4]. Unidas Podemos obtenait quelques postes de ministres, dont celui de 1<sup>er</sup> vice-président pour Iglesias. Le groupe Anticapitalistas quittait alors Podemos.

Les élections à Madrid et la démission d'Iglesias complètent la trajectoire...

Iglesias a dit se retirer afin que son échec personnel ne nuise pas au parti. Mais l'enchaînement en moins de deux mois de sa décision de quitter le gouvernement et de la démission de ses fonctions politiques ressemble fort à un sauve qui peut. Après lui le déluge... Son dernier acte de « chef » de Unidas Podemos a consisté à désigner celle qui le remplacera à la direction du parti : Yolanda Diaz, vice-présidente elle aussi du gouvernement dont elle est ministre du travail. Elle est chargée à ce titre du sale boulot contre les travailleurs, au moment où des milliers de licenciements sont annoncés pour les mois à venir. Certainement pas de quoi redorer le blason de Podemos et de son nouveau chef auprès des classes populaires !

Mais quel que soit l'avenir de Podemos en tant qu'organisation politique institutionnelle, il est clair que « l'horizon » électoral que ses fondateurs prétendaient ouvrir au mouvement du 15M n'était qu'un mirage.

## **De la rupture d'Anticapitalistas au nécessaire bilan de la politique des « partis larges »**

Lorsque Miguel Urbán et Brais Fernández racontent leur rôle dans la constitution du Podemos, ils oublient de dire qu'une forte minorité d'Izquierda Anticapitalista, 20 % à son dernier congrès de janvier 2015, était opposée à sa dissolution dans Podemos. Ces camarades défendaient la nécessité de mener une politique indépendante de construction d'un parti des travailleurs, contestait la politique des « partis larges » et dénonçaient l'impasse que ne pouvait manquer de constituer l'aventure Podemos. Ils se constituaient alors en fraction, Izquierda Anticapitalista Revolucionaria (IZAR), avec l'intention de poursuivre le combat au sein de leur organisation. La majorité répondait en excluant, sans discussion, divers groupes d'opposants, principalement en Andalousie. IZAR quittait alors Anticapitalistas pour se constituer en organisation indépendante, postulant cependant à rester membre de

la IV<sup>ème</sup> internationale. Ce que refusait la direction de cette dernière, sans la moindre discussion démocratique en son sein.

Cinq ans plus tard, lorsque Iglesias s'alliait au PSOE en échange de quelques fauteuils de ministre donnant ainsi raison aux camarades d'IZAR, Anticapitalistas quittait Podemos. Dans l'article cité plus haut écrit juste après la rupture, Miguel Urbán et Brais Fernández reconnaissent que le bilan de Podemos « *est sans aucun doute dévastateur [...] Ce qui est né comme une force pour tout changer s'est converti en une force intégrée au fonctionnement du système qu'elle contribue à gérer* ». Et ils se posent la question du bilan de leur propre politique : « *Une évolution différente était-elle possible ? Est-ce que cette évolution invalide l'hypothèse de la construction d'organisations politiques larges autour d'objectifs concrets ?* »

Il n'y a aucun paradoxe, aucune « conversion » au cours du processus qui a conduit Podemos à gérer le système aux côtés du PSOE, simplement la logique implacable des institutions de l'Etat de classe, la même logique qui a présidé au sort du Bloco portugais et de Syriza et qui s'imposera inmanquablement à toute nouvelle mouture de parti construit sur les mêmes bases.

Cette logique, les auteurs refusent de la voir et concluent leur argumentation ainsi : « *Pour nous la réponse est claire, c'est oui. Podemos a été un pari risqué et audacieux qui a permis de faire de la politique, si nous considérons la politique, comme le disait Lénine, comme le moment où des millions de personnes se mettent en mouvement. Bien évidemment, il y a des moments de flux et de reflux, moments où la politique révolutionnaire est l'art de résister et de maintenir vivant un espoir, mais en ayant toujours la vocation de se préparer pour ce que Bensaïd appelait « les sauts » : en gardant, toujours, une lente impatience.* »

C'est dans le même esprit et avec les mêmes perspectives, la démoralisation en plus, que divers militants d'Anticapitalistas ont réagi au résultat des élections de Madrid. Voir entre autres, accessibles sur le site du NPA, « *Une défaite inquiétante dans l'Etat espagnol* » (Manuel Gari) [5] et « *Elections régionale dans l'Etat espagnol victoire écrasante de la droite* » (Raul Camargo) [6]. Il est surprenant que les auteurs n'y fassent à aucun moment mention du rôle de leur propre organisation dans la séquence qui vient de se dérouler. Ils en commentent les événements, tentent d'en expliciter les facteurs, sans même laisser entendre qu'ils puissent en constituer un parmi d'autres, comme s'ils étaient extérieurs.

Par ailleurs, s'ils critiquent la politique du gouvernement, c'est en termes « d'insuffisance » vis-à-vis des mesures sociales nécessaires, semblant prendre au sérieux les « promesses » faites lors de la signature du « pacte de gouvernement progressiste » entre le PSOE et ses alliés. Comme si ce dernier ne menait pas une guerre de classe, une politique d'offensives contre les travailleurs dont Unidas Podemos porte tout autant la responsabilité que le PSOE.

## En Espagne comme partout dans le monde, l'urgence d'une politique d'indépendance de classe

Manuel Gari voit dans l'UP d'aujourd'hui « *ce qui reste du souffle rénovateur et enthousiasmant qu'était le premier Podemos de 2015...* ». Ce « *souffle rénovateur et enthousiasmant* » n'était en réalité pas celui de Podemos, c'était celui du mouvement des indignés lui-même, capté par les initiateurs de Podemos pour embarquer ce qui restait du mouvement dans leur « machine de guerre électorale ».

Dans leurs contributions, les camarades d'Anticapitalistas tentent de trouver les raisons de l'échec de ce qu'ils appellent le « cycle Podemos » dans le fonctionnement de cette organisation et dans le contexte économique, social et politique de l'Espagne. Comment faire pour que la prochaine mouture d'une « *nouvelle gauche* » ne se transforme pas, encore un fois, en désastre politique ? Mais c'est une équation sans solution, à plus forte raison si on l'aborde sans prendre d'emblée en compte la dimension internationale que revêtent nécessairement aujourd'hui les phénomènes économiques, sociaux et politiques. L'histoire de l'Espagne a des spécificités qui pèsent lourd, le spectre du franquisme qui semble s'incarner dans Vox, la question de la monarchie, des nationalités... Mais ces questions ne peuvent trouver de solution que dans le cadre d'une politique globale, internationaliste, prenant en compte la réalité du monde d'aujourd'hui, les conséquences de sa soumission à la dictature du capitalisme financier mondialisé, comme de sa sénilité. Le capitalisme ne se survit qu'en aggravant en permanence les conditions d'exploitation, le pillage du travail et des ressources. C'est cela qui rend non seulement illusoire les tentatives de changement dans le cadre des institutions, mais les transforme inévitablement en désastre politique.

Changer le monde ne peut se faire que par une révolution sociale, la prise du contrôle politique et économique de la société par les travailleurs, le renversement révolutionnaire des institutions. Les forces sociales existent pour cela. « *Nuestros sueños no caben en vuestras urnas* » (nos rêves ne rentrent pas dans vos urnes) disait un des slogans des indignés de 2011... Ces rêves se sont certes, pour une part, laissés enfermer dans les urnes par Podemos, tout comme dans les illusions indépendantistes en Catalogne. Mais ils n'en sont pas morts pour autant et gardent toute

leur capacité de révolte. En témoignent entre autres, en Espagne, les nombreuses mobilisations des femmes pour leurs droits, la flambée de révolte de la jeunesse en riposte à l'arrestation du rappeur Pablo Hasèl en février dernier... Tout comme les mouvements sociaux qui de Palestine en Colombie en passant par une multitude d'autres pays, s'affrontent aux flics pour exiger le respect de leurs droits, les moyens de vivre dignement. L'aggravation de la crise sociale et des offensives des gouvernements et du patronat, la dégradation continue des conditions de vie à laquelle le capitalisme en faillite condamne les 99 % de l'humanité les font inévitablement renaître, forts de nouvelles expériences, et cela dans tous les pays.

C'est sur ce « *souffle rénovateur et enthousiasmant* », bien réel, que peuvent dès maintenant s'appuyer les militants révolutionnaires marxistes pour contribuer à construire des organisations politiques de classe, des partis des travailleurs indépendants, débarrassés de toute illusion électorale.

Daniel Minvielle

[1] <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/quelques-lecons-de-lexperience-de-podemos>

[2] <http://www.npa-dr.org/index.php/9-article-lettre/10-crise-politique-en-espagne-revers-de-podemos-ou-la-necessite-d-un-parti-anticapitaliste-et-revolutionnaire>

[3] <http://www.npa-dr.org/index.php/9-article-lettre/68-vistalegre-ii-le-2eme-congres-de-podemos-une-operation-triomphe-sans-perspective-pour-les-travailleurs>

[4] <http://www.npa-dr.org/index.php/archive-de-la-lettre/9-article-lettre/401-espagne-face-a-la-coalition-progressiste-du-psoe-et-d-unidas-podemos-independance-de-classe-et-internationalisme>

[5] <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/une-defaite-inquietante-dans-letat-espagnol>

[6] <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/elections-regionales-dans-letat-espagnol-victoire-ecrasante-de-la-droite>

